

Bismarck, Trump... et nous

Le Nouvel Obs juin 2025 Interview Christophe Aguiton

Limitier le libre-échange, imposer un bras de fer aux marchés, faire du protectionnisme, relocaliser... Donald Trump n'est-il pas en train de mettre fin à la mondialisation, comme le mouvement altermondialiste cherche à le faire ?

Pour nous, en France, la réponse est assez facile puisque nous avons eu le nez de choisir le mot québécois "altermondialisme". Nous ne sommes pas anti-mondialistes. Ce qui signifie que nous n'avons évidemment rien contre le fait d'avoir des mesures de protection pour des raisons écologiques ou sociales, mais qu'imposer des droits de douane exorbitants à la planète entière - y compris pour des pays les plus pauvres comme le Cambodge -, est le contraire de tout ce qu'on cherche à faire.

Mais il faut prendre toute cette affaire là plus au sérieux. Au-delà des effets d'annonce et de rododromades, nous sommes au début d'un processus qui ne fait que commencer : sans doute la fin de la mondialisation telle que nous l'avons connue depuis les années 1990. Ce qui représente un énorme changement, tel qu'il en arrive peu de fois par siècle.

Quels sont les modèles historiques d'une évolution comme celle-ci ?

Ma référence historique - avec toutes les limites à prendre en compte dans ce type de comparaison - ce serait la politique menée par Bismarck en Allemagne après l'unification allemande. Dans les années 1880, il impose des droits de douane importants, en particulier aux Français et aux Anglais, ses principaux concurrents. Le but est de protéger l'industrie et l'agriculture allemandes, ainsi que de dégager des revenus qu'il va utiliser pour mettre en place les prémices d'une sécurité sociale, sur les accidents du travail, la maladie, l'invalidité et les retraites. Cela donne des gages à la classe ouvrière et fait entrer le syndicalisme dans une culture de négociation avec le patronat. Ainsi se naît une alliance - un peu contre-nature mais fonctionnelle - entre d'un côté le grand capital et les hobereaux de province, et de l'autre une classe ouvrière qui, au départ, n'était pas forcément partisane de l'empire, mais qui va renforcer les syndicats qui eux-même adoptent une orientation modérée. L'idée de Bismarck est de ne laisser aucune place à la petite-bourgeoisie intellectuelle, aux libéraux, aux sociaux-démocrates, dont il craint qu'ils attisent la colère ouvrière, comme ce fut le cas pendant la révolution de 1848. C'est dans ce but qu'il impose les fameuses "lois scélérates" qui, sous couvert de lutte contre l'anarchisme, cherche à interdire la propagande social-démocrate.

Ce système produit un état social relativement stable, qui va faciliter l'industrialisation rapide de l'Allemagne et qui va durer jusqu'à la première guerre mondiale. Il y a des grèves, bien sûr, mais elles demeurent corporatistes. Parallèlement, Bismarck lance une nouvelle phrase du colonialisme, avec une course aux ressources. C'est le principe de la conférence de Berlin, en 1884-1885, pendant laquelle les pays européens se partagent l'Afrique et s'accaparent ses matières premières.

Et vous voyez dans Trump un nouveau Bismarck ?

Les analogies historiques valent ce qu'elles valent, évidemment. Mais il y a des points communs : augmenter les droits de douane pour en tirer des revenus, protéger les industries en les relocalisant, comme Trump tente de le faire pour l'automobile et la robotique, et

conforter sa base électorale qui est pour beaucoup celle des ouvriers et des couches populaires qui sont les perdantes de la mondialisation néolibérale ; il ne faut jamais oublier que celle-ci a permis une croissance globale de l'économie au niveau mondial, mais au prix d'une forte croissance des inégalités, et ce dans tous les pays. Il n'est pas anodin que le président du l'UAW, le syndicat du secteur de l'automobile qui avait conduit une grève victorieuse pour les salaires en 2023 avec le soutien de Joe Biden, se soit félicité des annonces de Trump concernant les droits de douane. Il s'agit là de stabiliser un électorat s'appuyant sur une nouvelle alliance entre le grand capital - Elon Musk en étant le symbole, avec une partie des dirigeants de la Silicon Valley - et les classes populaires. Cela va à l'encontre des alliances de classe mises en avant par les gouvernements favorables à la mondialisation néolibérale depuis Bill Clinton, dans les années 1990, ou était mis en avant l'union du grand capital et des "classes créatives" que l'on trouve dans les grandes métropoles, jusqu'à la "start-up nation" d'Emmanuel Macron. Tous ceux que les MAGA traitent aujourd'hui de wokistes.

Car tout cela va de pair avec une attaque frontale contre la bourgeoisie démocrate et intellectuelle, comme on peut le constater dans la politique menée contre l'Université et contre la presse. Et ce mouvement n'est pas propre aux Etats-Unis : dans beaucoup de pays, en Argentine, en Hongrie, en Italie, on passe de la "mondialisation heureuse" où le capitalisme cherchait à s'appuyer sur les élites des centre-villes à de nouveaux régimes autoritaires qui proposent une alliance entre des classes populaires, auxquelles on propose un peu de réindustrialisation et un peu de protection, et le grand capital. Il s'agit d'un changement complet de perspective dont Trump est aujourd'hui le fer de lance.

Le dernier point commun avec Bismarck, c'est aussi la quête de ressources en dehors des frontières, comme on peut le voir avec les visées sur le Groenland, par exemple.

Quel ordre mondial cela dessine-t-il ?

Une fragmentation du monde. Un peu comme cela a eu lieu sous l'impulsion de Bismarck. Il faut se souvenir qu'en 1810, après la défaite de Napoléon, a lieu le Congrès de Vienne et l'instauration d'un ordre du monde sous domination britannique, qui va rester à peu près stable pendant plus d'un demi-siècle avec la mise en place d'une mondialisation libre-échangiste. L'équivalent de ce qu'on a connu entre les années 1980 et aujourd'hui, sous la domination américaine.

Pour comprendre ce qui peut nous arriver, je pense qu'il faut s'en référer à deux théories géopolitiques. L'une, que l'on doit, entre autres, à Immanuel Wallerstein, est celle des "systèmes-monde", veut que depuis la conquête de l'Amérique, se succèdent des systèmes-monde phases dominées par un pays : les Pays-Bas, la Grande-Bretagne puis les Etats-Unis. Dès que le pays dominant est remis en cause par un ou des compétiteurs, s'ouvre une phase de troubles. C'est ce qu'on vit aujourd'hui avec le déclin relatif des Etats-Unis. L'autre théorie, que l'on doit à Bertrand Badie, veut que l'ordre westphalien - qui à la suite du traité du même nom en 1648 installe les Etats comme les seuls acteurs de la scène géopolitique - soit aujourd'hui dépassé par l'apparition de nouveaux acteurs : les multinationales, les marchés financiers, les ONG, les opinions publiques, l'internet etc.

Si on combine ces deux théories, on comprend que notre monde est à la fois pleins de nouveaux acteurs et pouvoirs transnationaux, qui accélèrent les rythmes et les temporalités tout en fragilisant les ordres établis, et soumis à une fragmentation sous l'effet de la multiplication d'impérialismes localisés. Russie, Chine, Turquie ou Inde, chacun essaie de construire son réseau d'alliances et d'avoir accès aux ressources qui lui manquent.

Si on ajoute la paralysie des institutions des institutions internationales, on obtient un monde mécaniquement instable.

Quel pourrait en être le pôle de stabilité ?

Difficile à dire. D'autant plus qu'à la fragmentation géopolitique, se combine les tensions intérieures aux espaces nationaux où les élites sont divisées sur les stratégies d'alliances à privilégier. Jusqu'à très récemment, celles-ci étaient unies sur la défense de la mondialisation et une stratégie d'alliance avec les couches intellectuelles et les cadres. Mais l'alternative proposée par les courants politiques xénophobes et autoritaires a le vent en poupe et l'évolution de Vincent Bolloré en est un exemple !

Que peut l'Europe dans tout ça ?

D'un côté, on voit bien l'avantage d'une Union Européenne dans un monde où les Empires tentent de retrouver leur place et font la course aux alliances et aux ressources. Dans un moment comme cela, il vaut mieux être allié que chacun chez soi. En France, même l'extrême-droite met de l'eau dans son vin, et l'anti-européanisme s'y fait plus rare.

Mais cela est très fragile et peut se retourner si l'UE reste une machine à démanteler les services publics et fragiliser les droits des salariés. Plus que jamais la bataille pour une Europe plus sociale, plus démocratique et plus écologiste est essentielle....

Et que peut encore la gauche dans ce monde fragmenté ?

La difficulté est qu'il faut mener des combats à différents niveaux.

Le plus évident et le plus immédiat est de combattre l'extrême droite et les forces xénophobes : combattre le masculinisme, défendre les immigrés, la recherche et les universités, les LGTB et les droits démocratiques...

Mais se limiter à ces sujets ne permettra pas de regagner les couches populaires qui sont le socle électoral de l'extrême droite. Il faut donc, en même temps, continuer à agir fermement sur les sujets traditionnels de la gauche : la défense des services publics, des droits des salariés, des chômeurs et des retraités. Avoir fait l'inverse pendant le quinquennat de François Hollande a été un cadeau fantastique au RN !

Et il reste les questions géopolitiques exacerbées depuis l'élection de Donald Trump.

Un exemple : il faut réussir à être solidaire avec l'Ukraine sans tomber dans la remilitarisation. On voit déjà apparaître aujourd'hui des difficultés : certains mouvements, en particulier au Sud sont, par anti-américanisme (compréhensible au vu de l'histoire), plus enclins à soutenir la Russie que l'Ukraine, alors que la gauche polonaise refuse de critiquer l'OTAN, pour ne pas fragiliser son pays face à la menace russe. Il est donc important de rappeler que si on additionne les budgets militaires des pays européens, on obtient une somme très supérieure au budget militaire russe. La défense européenne ne nécessite donc pas l'augmentation des budgets des armées qui se ferait au détriment des budgets sociaux.

Cela pourrait menacer à terme les mouvements internationalistes de gauche ?

On voit déjà que les grands mouvements internationaux qui ont ponctué les années 2000 - contre-sommets, Forums sociaux mondiaux etc. - sont aujourd'hui beaucoup plus difficiles à organiser. Pas tellement à cause d'un refus théorique, mais parce que ce n'est plus la priorité pour l'essentiel des mouvements sociaux.

La première raison est que les luttes se sont multipliées, ce qui en soit est une bonne nouvelle. Si vous prenez une année comme 2019 par exemple, vous avez des révoltes et des révolutions au Chili, en Algérie au Soudan etc. Et ces dernières années en France, il a fallu se mobiliser sur beaucoup de sujets : les retraites, les banlieues, les discriminations, les méga-bassines etc. Le nombre des luttes - qui restent pour l'essentiel locales ou nationales - est un obstacle à l'internationalisation.

La seconde raison, c'est l'affaiblissement des organisations qui, historiquement, organisaient les luttes, construisaient une mémoire collective et pérennisaient les résistances. Les partis politiques, les syndicats et, dans une moindre mesure, les associations vieillissent et s'affaiblissent. Les mobilisations sont massives, lors des manifestations de rue en particulier,

mais l'engagement s'inscrit moins dans la durée, en particulier chez les plus jeunes. Ce qui renforce l'idée qu'on peut agir localement, ponctuellement, mais pas plus.

Mais malgré ces difficultés, il est très important de maintenir une forme d'internationalisme, garder le contact avec les militants russes ou américains, par exemple. Le pire serait qu'il se passe aujourd'hui ce qui s'est passé avec la deuxième Internationale, l'internationale socialiste. Plus fédéraliste que vraiment internationaliste, elle n'a pas résisté à la Première Guerre mondiale : les socialistes français, les sociaux-démocrates allemands et les travaillistes britanniques ont soutenu la guerre, précipitant le monde dans une boucherie absurde. Malheureusement, la fragmentation géopolitique du monde et l'instabilité qui l'accompagne laisse présager des crises et des conflits majeurs. Cela rend plus important que jamais de maintenir et renforcer les alliances internationales de mouvements sociaux et de forces de gauche.

christophe aguiton